

Entre attentats ciblés et conflits inter-étatiques, quelles sont les véritables menaces qui pèsent sur nos sociétés aujourd'hui ?



Les attentats se suivent et se succèdent, au point d'occuper la quasi-totalité de notre attention et de l'espace médiatique. Si cette menace est indéniable, il n'en serait pas moins dangereux d'oublier des menaces plus mondiales comme le risque d'un conflit en mer de Chine, ou les tensions au Sahel.

Avec Alain Rodier

Avec Jean-Bernard Pinatel

Atlantico : Suite aux différents attentats survenus au cours de ces derniers mois, l'attention des Etats visés semble s'être éloignée d'autres situations, notamment en Mer de Chine. Pourtant, quelle est la menace la plus sérieuse, entre des attentats comme celui de Nice ou de Dallas, et un conflit en Mer de Chine ?

Alain Rodier : Vous avez tout à fait raison. Les derniers attentats survenus en France, et plus globalement en Occident, ont provoqué de véritables cataclysmes dans le public. Il n'est plus question que de cela dans les cafés parisiens. Avec constance, nos concitoyens continuent à placer l'Hexagone au centre du monde (il suffit pour s'en convaincre de regarder la majorité des mappemondes qui placent la France juste au milieu). Ils ont été particulièrement traumatisés par les horreurs qui se sont déroulées chez nous depuis janvier 2015. Ce sentiment est humainement tout à fait naturel mais il fait oublier une chose fondamentale : c'est que le terrorisme (qui n'est qu'une méthode de combat parmi d'autres) frappe partout sur la planète et généralement de manière nettement plus meurtrière dans d'autres contrées (Turquie, Pakistan, Inde, Bangladesh, pour ne pas parler des pays considérés comme vraiment "en guerre", Irak, Syrie, Nigeria, Libye, Tchad, Somalie, etc.). Là, les attentats de masse où l'on relève des dizaines, voire des centaines de morts, ont lieu beaucoup plus régulièrement. Remarquons que ces abominations n'intéressent les médias de l'Hexagone que lorsque des Français se trouvent parmi les victimes. Sinon, la nouvelle passe vite à la trappe !

L'Occident est tout simplement en train d'être rattrapé par ce phénomène de la guerre du "faible au fort" où tout mouvement revendicatif - pour l'instant ceux qui se réclament du salafisme-djihadisme (et demain de l'écologie intégriste ou de l'anarchisme pur et dur comme au début des années 1900 sans compter les séparatistes qui peuvent se réveiller) - utilise ce moyen de lutte pour se faire entendre puis reconnaître. Mais n'en déplaise à ces excités de la bombe ou de l'égorgeur, le terrorisme, s'il est la cause de nombreuses malheureuses victimes, n'a jamais fait vaciller des États. Il n'est généralement que le prélude à deux autres moyens de combat supérieur (si la "cause défendue en a les moyens), celui de la guérilla ou de l'insurrection puis enfin celui de l'affrontement frontal classique. Or, les salafistes-djihadistes en sont bien incapables, du moins en Occident. Même en Syrie et en Irak, bien qu'ayant atteint le "troisième niveau", celui de la guerre classique (sans renoncer aux deux précédents), ils ne parviennent pas à prendre le dessus. Pour l'instant, seul l'Afghanistan pose problème, les talibans représentant une menace évidente. Les Américains et l'Otan, conscients du risque, ont décidé de rester plus longtemps que prévu pour que Kaboul ne tombe pas rapidement.

En-dehors de ces trois pays, les menaces existentielles que font peser les mouvements utilisant le terrorisme sont donc faibles même si de nombreux drames humains sont à prévoir dans un avenir proche.

Jean-Bernard Pinatel : On ne peut pas répondre simplement à votre question pour plusieurs raisons.

Premièrement, parce qu'une menace se caractérise par plusieurs critères : sa nature, sa gravité et sa probabilité d'occurrence. Sa nature peut être climatique, militaire, idéologique. Sa gravité : met-elle en cause ou non nos intérêts vitaux en tant que nation, voire citoyen du monde ? Sa probabilité d'occurrence : est-elle actuelle, à moyen terme ou à long terme ? On ne peut donc pas mettre en parallèle ou comparer l'attentat de Nice et celui de Dallas. Celui de Nice est lié étroitement à la prédication wahhabite que l'on a laissé s'installer et proliférer en France et dont encore beaucoup d'hommes politiques et d'intellectuels sous-estiment encore aujourd'hui l'importance du risque qu'elle engendre. L'attentat de Dallas est l'expression de la lutte raciale qui dans les Etats du Sud des Etats-Unis n'a jamais été complètement éradiquée.

Deuxièmement, parce que la hiérarchie des menaces dépend du point de vue auquel on se place. Pour l'Etat américain, les deux menaces sont importantes. Le problème racial combiné avec le débat sur l'immigration et la paupérisation d'une partie de la population américaine que Trump a souhaité placer au cœur de sa campagne est une menace pour la démocratie américaine.

La question de la mer de Chine confirme la montée en puissance de la Chine. Sur le fond de ce dossier, les tensions entre la Chine et ses voisins sont récurrentes depuis 40 ans (1) et proviennent du fait que la Chine a une vision extensive de sa zone d'exclusivité économique (ZEE) fondée sur des facteurs historiques qui ne sont pas pondérés de la même façon par la jurisprudence internationale actuelle, d'inspiration occidentale et que la Chine conteste. Le premier différend concerne les îles Senkaku/Diaoyu (2). Il met aux prises les deux premières puissances régionales, Chine et Japon, ainsi que Taïpei. Il a une importance stratégique pour la Chine car les SNLE (3) chinois passent au nord ou au sud de cet archipel pour gagner les eaux profondes du Pacifique. Sur le plan du droit maritime international, la position chinoise est défendable. Ce qui n'est pas le cas pour le second différend territorial en mer de Chine méridionale. Il concerne, en effet, différents archipels et îles de la mer de Chine méridionale, revendiqués en totalité ou en partie par la Chine, Taïwan, le Viêt-Nam, les Philippines, la Malaisie et Brunei. Il s'agit des îles Spratleys, des îles Paracels, des îles Pratas, du récif de Scarborough et du banc Macclesfield. C'est le différend concernant l'archipel Spratley qui présente le potentiel de crise le plus grave entre la Chine et ses voisins, du fait de l'intérêt en termes économique et stratégique pour la Chine, mais aussi de son éloignement géographique du territoire chinois (environ 1000km) alors qu'il est 5 à 10 fois plus proche des Philippines, de l'Indonésie, du Brunei et du Vietnam, ce qui rend ses revendications plus difficilement acceptables pour ses voisins.

Le risque dans cette affaire est que ces différends régionaux ne se règlent pas par la négociation et débouchent, comme dans le passé, sur des affrontements armés. Le risque d'escalade en crise mondiale est lié à la volonté des Etats-Unis de s'impliquer sur ce théâtre à la demande ou pas d'un des Etats riverains. Cependant, la probabilité pour qu'une crise mondiale débouche sur une guerre mondiale est quasi-nulle du fait du risque nucléaire.

Peut-on vraiment hiérarchiser les risques à l'encontre du monde que l'on connaît aujourd'hui ? Quels sont les critères à prendre en compte (localement et mondialement) pour réaliser un "classement" objectif des priorités ?

Jean-Bernard Pinatel : On ne peut pas hiérarchiser les risques concernant le monde car il n'existe aucune menace perçue avec les mêmes niveaux de gravité et de probabilité d'occurrence par tous les grands acteurs internationaux que sont les Etats, y compris malheureusement sur la question de la gravité, de l'urgence et des moyens à affecter pour limiter le changement climatique mondial.

Ainsi, du point de vue de l'*establishment* américain et des lobbies qui contrôlent le pouvoir politique à Washington, la première menace est le risque de perdre la primauté mondiale qu'ils exercent sans partage depuis l'effondrement de l'URSS. Pour y faire face, ils développent une stratégie permanente visant à attiser les tensions en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, ce qui leur permet de justifier auprès des citoyens américains le maintien d'un budget militaire de 597 milliards de dollars en 2015, qui est supérieur au total de ceux des autres grands acteurs mondiaux (4). Grâce à ce budget militaire, ils disposent d'une puissance sans égale. Ils en retirent des bénéfices extraordinaires comme celui de pouvoir fabriquer de fausses menaces (5), de déclencher sans véritable opposition de la communauté internationale une intervention militaire comme ce fut le cas en 2003 en Irak. De tenter de réinstaller une Guerre froide en Europe en pratiquant la désinformation directement ou via l'Otan sur la menace russe. Cette crise et les actions de désinformation qui visent à empêcher tout rapprochement entre l'Europe et la Russie qui menacerait leur suprématie mondiale ont été dénoncées par plusieurs hauts responsables militaires (6) et [diplomatiques](#) européens.

Bien plus, les Etats-Unis s'arrogent le droit d'espionner les dirigeants du monde entier, y compris leurs meilleurs alliés, comme ce fut le cas pour Angela Merkel ; de déstabiliser des régimes qui s'opposent à leurs objectifs stratégiques et économiques comme en Syrie ou en Amérique latine ; de tuer partout dans le monde grâce à leurs drones toute personne qu'ils décident de qualifier de terroriste, tuant sans être ni inquiétés ni condamnés femmes et enfants, meurtres qualifiés de dégâts collatéraux.

Ce qui nous menace, c'est que par absence de vision, désinformation ou corruption les dirigeants européens s'alignent peu ou prou sur les positions américaines. Ils empêchent ainsi l'avènement d'un monde réellement multipolaire qui est le seul type d'organisation mondiale, avec le respect de quelques grands principes (7), qui peut conduire à un monde plus stable.

Ce chaos mondial masqué, de mon point de vue, la menace la plus grave pour la France et l'Europe qui découle de la volonté des théologiens wahhabites d'installer dans nos pays des Etats islamiques guidés la charia (8). Depuis le milieu du XVIIIème siècle, ils poursuivent le but de convertir par la prédication et le djihad, l'ensemble des musulmans, aujourd'hui un milliard et demi de croyants, à leur vision de l'islam, mais aussi tous ceux qu'ils considèrent comme des polythéistes (les catholiques qui adorent Dieu mais aussi la sainte vierge par exemple) et des apostats (les laïques). Le wahhabisme, auquel son inspirateur Ibn Abd al-Wahhab, un théologien qui est né dans un oasis proche de Riyad, a donné son nom, est une doctrine religieuse qui prône le retour aux débuts de l'islam dans l'application rigoureuse des faits et gestes du prophète sans accepter de les relativiser par les acquis de la civilisation. Face à la corruption des élites, cette doctrine exerce une attraction puissante sur les masses musulmanes confrontées à l'enrichissement et à la corruption des potentats locaux. Mais Ibn Abd al-Wahhab a vite compris qu'il ne pourrait atteindre son objectif religieux par la seule prédication. Il a donc fait alliance avec un émir, Muhammad Ibn Saoud, qui était habité par un désir de puissance et de conquêtes et dont les descendants dirigent l'Arabie Saoudite.

Pour moi, c'est la principale menace à laquelle nous avons à faire face du fait de sa nature (qui peut se comparer à une guerre psychologique), de sa gravité (elle menace l'essence même des valeurs de nos sociétés) et de son action de long terme (depuis le milieu des années 1970, les ressources du pétrole donnent à l'Arabie Saoudite les moyens de financer ce prosélytisme). Cette vision radicale de l'islam et son prosélytisme s'attaquent directement aux valeurs qui fondent nos Etats démocratiques (la séparation de l'église et de l'Etat, l'égalité homme-femme, les Droits de l'homme et notamment des enfants, etc.). Si nous ne voulons pas en comprendre l'origine, sa nature, son but ultime (le califat mondial), ses modes d'action, nous risquons insensiblement, pas à pas, de limiter puis d'abandonner les valeurs sur lesquelles nos civilisations se sont construites. L'affaire du burkini est à ce titre exemplaire car les wahhabites veulent, par ce type de provocation, savamment dosée, nous faire accepter leur vision de la place de la femme.

A ce jour, quelles sont les situations les plus préoccupantes ? Terrorisme, Mer de Chine, Sahel, tensions dans les grands lacs... Quelles sont les "situations" qui devraient attirer l'attention de nos dirigeants ?

Jean-Bernard Pinatel : Pour moi, ce n'est ni le terrorisme ni les situations de crises dans certaines régions du monde qui sont vraiment préoccupantes car on saura toujours maintenir le risque que représente le terrorisme à un niveau acceptable sans pour autant bouleverser notre façon de vivre. Ce qui a été fait en matière de sécurité pour l'Euro, les fêtes de Bayonne ou le feu d'artifice du 15 août à Biarritz montre qu'il est possible de prévenir ce risque sans rien changer à notre mode de vie, en acceptant seulement quelques contraintes.

Pour les situations de crise entre Etats, le risque nucléaire les maintiendra toujours à un niveau régional ou local, et de plus, nous avons acquis une grande expérience dans leur gestion.

Ce qui est nouveau et dangereux pour moi, c'est le risque de soumission à un ordre religieux rétrograde qu'il ne faut pas confondre avec tous les autres courants de l'islam mais qui est issu de l'un d'entre eux, le hanbalisme. C'est donc aux musulmans d'agir en premier mais ils ne le feront que si de notre côté nous arrêtons de soutenir la vision impérialiste de l'*establishment* des Etats-Unis et ses interventions permanentes dans les affaires du monde. Cette vision des intérêts des Etats-Unis qu'incarne Hilary Clinton, appuyée dans sa campagne par tous les lobbies, les leaders d'opinion et les médias, n'est pas celle du peuple américain tant dans le camp démocrate que dans celui des républicains comme le montrent, y compris dans leurs excès, les débats actuels de la primaire américaine.

Alain Rodier : 1) Pour moi, la première menace existentielle à court, moyen et long terme provient du crime organisé transnational (les Organisations Criminelles Transnationales -OCT-) plus connues du grand public sur le vocable de "mafias" (terme inapproprié car, si les mafias sont bien des OCT, toutes les OCT - comme les cartels latino-américains - ne sont pas des mafias). Les mafias ont des règles (codes d'honneur, initiations, etc.) - très discutables -, les autres OCT n'en ont aucune.

Si on ne parle pas des OCT à la Une des médias, c'est que c'est voulu par ces dernières. Leurs chefs ont compris depuis longtemps que la publicité était nocive à la bonne marche de leurs affaires dont le seul but consiste à se faire un maximum d'argent en employant tous les moyens. Ils vont d'ailleurs bien se garder de prendre officiellement le pouvoir d'un Etat, préférant, quand cela est possible, installer des hommes de paille qu'ils manipuleront dans l'ombre. Le pire, c'est qu'ils peuvent le faire car la puissance financière des OCT est colossale et permet d'acheter de multiples complicités dans le monde politique et administratif. Par ailleurs, le crime organisé pénètre sans que cela ne se voie trop l'économie légale. D'ailleurs, la différence entre une entreprise en "odeur de mafia" et sa consœur légale se résume en trois points :

- elle décourage toute concurrence de proximité
- elle n'a pas de problèmes sociaux avec des syndicats trop actifs (parfois, ce sont les OCT qui ont créé leurs propres syndicats)
- elle bénéficie à volonté de financements quand elle le désire

Enfin, le crime organisé peut provoquer de vastes crises monétaires, sociales, humaines, écologiques (etc.) sachant qu'il gère presque tous les trafics et qu'il est un véritable profiteur de guerre. S'il n'était pas présent en sous-main, les belligérants des conflits syro-irakien, libyen ou autres auraient beaucoup plus de mal à se fournir en armes, munitions et matériels divers. Les flux de migrants seraient également bien moins importants. Les filières de migration et surtout "l'accueil" à l'arrivée est de leur ressort dans la mesure où cela leur rapporte de l'argent. Les OCT les plus connues dans ce domaine sont turco-kurdes mais il ne faut pas négliger les mafias italiennes et albanaises qui pourraient jouer un grand rôle en Europe même. Il y a de fortes chances que le travail clandestin augmente dans des proportions exponentielles dans les prochaines années. A savoir que nombre de migrants devront rembourser leur billet aller simple aux organisations qui les auront aidés dans leur périple risqué.

S'il ne faut pas aller jusqu'aux extrémités du président philippin Rodrigo Duterte qui a promis de faire tuer 100 000 trafiquants et consommateurs de drogue durant la campagne électorale qui l'a amené au pouvoir le 30 juin dernier, il convient de se rendre compte que la lutte contre les OCT est une priorité. Elle permet aussi de combattre les mouvements utilisant le terrorisme en diminuant notablement leur logistique qui est dépendante du crime organisé.

Il y a tout de même des pays où le crime organisé concurrence directement le pouvoir en place. Le meilleur exemple reste le Mexique mais ce n'est pas le seul pays menacé.

Les ambitions géostratégiques chinoises représentent un risque de conflit dans le Pacifique

2) Mais le crime organisé n'est bien sûr pas la seule menace pour la sécurité internationale. Les ambitions politico-économiques de certains dirigeants politiques sont parfois inquiétantes ; c'est le cas de Pékin qui tente de mettre la main sur la Mer de Chine méridionale pour y contrôler le trafic maritime (un tiers du trafic maritime y transite) et surtout les richesses halieutiques et en hydrocarbures. Mais elle est bordée par les Philippines, l'Indonésie, le Vietnam, Brunei, la Malaisie, Singapour et Taiwan qui ont également des revendications maritimes car elle est parsemée de milliers de récifs et de plus de 200 îles dont l'appartenance est disputée. Manille a saisi en 2013 la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye afin de trouver une solution au conflit qui l'oppose à la Chine à propos du récif de Scarborough dont Pékin s'est emparé en 2012. Le 12 juillet, la CPA a rendu son [verdict donnant raison à Manille](#). Pékin, qui ne reconnaît pas la légitimité de la CPA, a aussitôt répliqué : *La décision des juges est nulle et non avenue*. Taiwan a aussi exprimé son mécontentement, craignant pour le statut de la seule île qu'elle possède dans la région : l'Abao

Selon la convention de Montego Bay (1982), un État côtier possède une "zone économique exclusive" (ZEE) qui s'étend jusqu'à 200 milles nautiques. Il y maîtrise la pêche, la construction d'ouvrages et l'exploitation des sols et sous-sols. Cependant, la navigation y reste libre pour tous, y compris pour des activités militaires. Il y a des conditions pour créer une ZEE autour d'une île : il faut qu'elle soit habitée et ait une activité économique propre. Pour se conformer à ces règles, la Chine a [entrepris depuis 2014 des travaux titanesques](#) pour transformer de simples récifs en îles habitées, constructions que Washington qualifie de "Grande Muraille de sable". Les revendications de Pékin ont une dimension économique et géopolitique. A savoir que la Chine veut jouer un rôle de premier plan en Extrême-Orient dans les prochaines décennies. Pour leur part, les États-Unis ont décidé il y a de longues années que le Pacifique était une zone prioritaire pour leurs intérêts économiques et sécuritaires. Ils ont donc repris le rôle de gendarme qui est si cher à leur cœur tout en délaissant peu à peu le Proche-Orient. Les manœuvres navales et aériennes US se multiplient dans la région. Par ailleurs, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a mis en garde Pékin contre "toute action provocatrice et déstabilisatrice". En réponse à des importants exercices militaires qui viennent d'avoir lieu dans les eaux philippines engageant 2 porte-avions, 140 avions et 12 000 hommes, l'armée chinoise a lancé en juillet des manœuvres d'envergure entre l'île d'Hainan et l'archipel des Paracels. Elle menace d'établir une zone de défense aérienne au-dessus des régions réclamées en y déployant 4 de ses destroyers type 052D les plus modernes. Les incidents se multiplient lors de rencontres "fortuites" entre aéronefs et navires militaires, chaque partie accusant l'autre de "provocation".

Pour revenir à la première menace, le crime organisé, il est légitime de s'interroger sur le rôle joué par les puissantes Triades qui sévissent en Chine mais aussi dans le reste de l'Asie dans les développements stratégiques qui sont en train de se dérouler dans le Pacifique. Là où il y a de l'argent à faire, les OCT ne sont pas bien loin.

La folie de Kim Jung-Un peut amener un conflit majeur

3) Le Président de la commission des affaires de l'Etat depuis octobre 2011, le *grand Kim Jong-Un (...)* le génie des génies en science militaire", qui aurait rédigé sa première thèse en stratégie militaire à l'âge de 16 ans, semble animé de la même folie que son père et son grand-père auxquels il a succédé. Après avoir liquidé tous les fidèles de son père qui pouvaient lui faire de l'ombre, il a poursuivi l'effort militaire en particulier dans le domaine de l'armement nucléaire. La Corée du Nord a procédé à ce jour à 4 essais nucléaires et à des tirs de missiles balistiques à moyenne portée pouvant servir de vecteurs. Le 30 mars 2013, Kim Jung-Un a déclaré que son pays était en guerre avec la Corée du Sud suite à des manœuvres militaires menées par ce voisin avec les Etats-Unis. Depuis, les provocations se multiplient, en particulier des tirs de missiles dont certains en direction de la Mer du Japon. Ordre a été donné par Tokyo d'abattre tout missile qui pourrait représenter une menace pour le pays. Le pire, c'est que la population nord-coréenne n'a aucun moyen de se rendre compte de sa situation comparée au monde extérieur car elle est maintenue dans un bocal quasi-étanche. Elle n'a pas accès aux télévisions, radios étrangères (de toutes façons, le soir l'électricité est coupée pour bien des habitants) et bien sûr Internet est réservé à la nomenclature. Kim Jong-Un peut donc décider à tout moment de la sacrifier dans un assaut gigantesque vers la Corée du Sud. La situation risque de basculer avec le début ce lundi des manoeuvres américano - sud-coréennes "Ulchi Freedom Guardian". La Corée du Nord a prévenu : "Nous attaquerons sans pitié les menaces d'invasion et les provocations des ennemis avec notre dissuasion nucléaire". Pourvu que Kim Jung-Un ne soit pas suicidaire, car il entraînerait beaucoup de malheureux avec lui.

Toujours concernant la première menace (le crime organisé), il faut se souvenir que des diplomates nord-coréens ont été impliqués dans d'importants trafics de drogues dans les années passées. De plus, il est difficilement imaginable que ce petit pays puisse développer une industrie militaire de pointe, au moins dans les domaines nucléaire et balistique, sans avoir des apports extérieurs que seul le crime organisé peut lui apporter.

Et pendant ce temps là, l'Iran...

4) L'accord historique intitulé Plan d'Action Global Conjoint "Joint Comprehensive Plan of Action" (JCPOA) signé le 14 juillet 2015 entre l'Iran, l'Union européenne et le P5+1, (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie et Allemagne) prévoit une diminution des sanctions en échange d'une réduction du programme nucléaire iranien théoriquement réservé à un usage civil. **Le 16 janvier 2016, l'AIEA a confirmé que l'Iran avait respecté ses engagements. En conséquence, une partie des sanctions économiques frappant l'Iran ont été levées.** Cependant, comme **cet accord s'inscrit dans la durée** il faudra encore patienter dix ans pour que l'ensemble des sanctions soient supprimées, sous réserve que les différentes parties respectent leurs obligations respectives.

Les entreprises européennes peuvent théoriquement accéder au marché iranien dès à présent, mais il est indispensable d'analyser le fonctionnement des sanctions américaines qui peuvent frapper les sociétés européennes. Elles sont divisées en sanctions dites "**primaires**" et sanctions dites "**secondaires**". Les premières correspondent à l'**embargo** décrété par Washington pour les activités américaines liées à l'Iran. Elles interdisent de manière générale toute relation commerciale depuis et vers l'Iran ainsi que toute relation avec Téhéran par des "personnes américaines" (privées et morales). Ces sanctions ont été décrétées pour des actes liés au terrorisme, et donc **restent d'actualité**. Les sanctions dites "**secondaires**" qui s'appliquent aux **non-Américains** dans le cadre de certaines activités en rapport avec l'Iran sont désormais **suspendues mais, paradoxe**, il est donc toujours **interdit** pour toute personne américaine d'effectuer une transaction ayant un lien avec l'Iran.

Dès lors, les entreprises européennes doivent veiller à ce qu'aucun intermédiaire américain, salarié d'une entreprise européenne de nationalité américaine, ou porteur d'une "carte verte", ne participe à un projet en Iran ! Toutefois, les États-Unis et l'Union européenne doivent **restituer progressivement près de 100 milliards de dollars d'avoirs iraniens précédemment gelés**. Mais tout peut être remis en question par le mécanisme dit du "**Snap Back**" (retour en arrière) en cas de non-respect par l'Iran de ses obligations pendant les dix prochaines années

Téhéran combat le crime organisé en pendant régulièrement des trafiquants de drogue. Il n'en reste pas moins que l'Iran reste un *hub* pour l'héroïne qui provient d'Afghanistan avant de rejoindre d'autres contrées où les acheteurs potentiels l'attendent. Il y a aussi le problème de maintenir son potentiel militaire à niveau malgré les embargos régulièrement renouvelés. Qui fournit les pièces de rechange pour les appareils d'origine américaine (ou les F1 français) encore en dotation ?

Enfin, la Russie est désignée comme menace numéro un par les *neocons* américains

5) Washington fait une véritable fixation sur la "menace" que fait peser la Russie un peu partout dans le monde et particulièrement sur

l'Europe occidentale. Là, la Pologne, les Pays Baltes, la Moldavie entretiennent la psychose en accusant Moscou de vouloir les envahir du jour au lendemain pour faire renaître l'URSS de ses cendres. Certes, tous ces pays ont leurs raisons, en particulier les souvenirs particulièrement douloureux de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites. Quand un peuple a subi le joug communiste, il est évident qu'il ne veut absolument pas que cela se reproduise. Seuls quelques proto-communistes français rêvent encore des "*petits matins qui chantent*", mais eux, ils ne vivaient pas de l'autre côté du rideau de fer...

Certes, il y a eu l'annexion de la Crimée et il y a très peu de chances qu'un retour en arrière soit possible. Le "coup terroriste" qui aurait échoué les 6 et 7 août en Crimée a permis à Moscou de taper du poing sur la table. Par ailleurs, les escarmouches se sont intensifiées dans la région séparatiste du Donbass au sud-est de l'Ukraine et les Occidentaux ont beau jeu de rappeler que les accords de Minsk 2 interdisent la présence d'armes lourdes depuis février 2015 mais qu'elles sont régulièrement signalées par la mission de l'OSCE. Tout cela permet au président ukrainien, Petro Porochenko, de déclarer que la "*possibilité d'une escalade du conflit reste très grande [...] Nous n'excluons pas une invasion russe à grande échelle*". En réalité, il sait qu'il ne va pas y avoir d'offensive militaire russe, mais il tente surtout de ne pas être débordé par les nationalistes extrémistes ukrainiens qui restent très influents.

Inutile de préciser que le crime organisé joue un grand rôle opaque en Russie et dans les pays avoisinants. Les *Vory v zakone* (bandits dans la loi) y pullulent et les règlements de comptes sont monnaie courante. Mais leur rôle dans les affaires politiques reste obscur. Le problème ukrainien pourrait être examiné sous cet angle. Peut-être découvrirait-on des choses passionnantes qui expliqueraient le pourquoi de l'imbroglio actuel.

Les Etats-Unis se rêvent encore en "gendarmes du monde", même si des voix discordantes se font entendre à l'intérieur, appelant à un repli sur soi. Il est évident que l'intervention de Washington est nécessaire dans de nombreuses contrées. Ils sont par exemple d'une grande aide pour la France dans la lutte contre l'extension du djihadisme au Sahel, que ce soit dans le domaine du renseignement ou de la logistique. Cela dit, les Américains ont une vision du monde qui parfois étonne et pourtant, ils ont des services de renseignements particulièrement performants. Le problème réside vraisemblablement dans le fait que leurs responsables politiques (mais c'est vrai partout ailleurs) voient la situation à travers un prisme idéologique et refusent de regarder la réalité en face. Leur côté évangéliste y est pour beaucoup : ils pensent détenir la vérité et ne comprennent pas que les autres ne se rangent pas à leurs idées moralisatrices.

Pour les Etats-Unis, l'influence centrale vient surtout des *neocons* dont Hillary Clinton fait partie. Décidément, les Etats-Unis n'ont pas de chance pour l'élection présidentielle, le candidat Trump étant, en ce qui le concerne, totalement imprévisible. Tous les observateurs s'attendent globalement à un durcissement de la politique étrangère américaine une fois que le président Obama aura passé les rênes.

Bien sûr, la liste donnée ci-avant est loin d'être exhaustive. Personne, et l'auteur de ces lignes en premier, n'est à l'abri de ce que les analystes appellent des "surprises stratégiques". Qui avait prévu la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'URSS, les printemps arabes, etc. ? Des conflits locaux peuvent dégénérer et ils sont nombreux. Des dirigeants politiques semblent atteints de maladies dégénératives du cerveau tant leurs décisions paraissent absurdes. Il va falloir tenter d'apaiser les tensions quand cela est encore possible. La France pourrait jouer un rôle en se recentrant sur l'héritage gaullien qui devrait être le sien. Cela dit, elle manque de "muscles", qu'ils soient économiques (le plus important car le reste en découle logiquement), militaires ou diplomatiques. Enfin, les responsables politiques semblent réagir sans prendre suffisamment de recul. Il faut reconnaître qu'ils sont harcelés par les journalistes qui posent toujours en boucle deux questions, quel que soit le problème rencontré :

- quelle est la faille (en clair, qui est le responsable que l'on va pouvoir lyncher en se pourléchant les babines d'avance) ?
- quelle est "LA SOLUTION", alors qu'elle n'existe pas en tant que telle ?

(1) Le 19 janvier 1974, un combat maritime a opposé la marine chinoise et les forces navales de la République du Viêt Nam (Sud-Viêt Nam) dans les Îles Paracels.

(2) Le conflit en mer de Chine est une crise qui implique les Etats riverains de cette mer au sujet de 2 groupes d'îles et de récifs coralliens. La première crise concerne îles Senkaku/Diaoyu, constituées de cinq îles inhabitées, dont la plus grande fait seulement 3,5 km² et les autres quelques dizaines d'hectares. Ce groupe d'îles inhabitées est situé à 200 km au nord-est de Taïwan qui les réclame également ; à 400 km au sud-est des côtes chinoises et à 400 km au Sud-Ouest de l'île d'Okinawa (située elle-même à 600 km au Sud-Ouest du Japon).

(3) Sous-Marin Nucléaire Lanceur d'Engins

(4) Chine (145) + Russie (67) + Grande-Bretagne (56) + Inde (48) + France (47) + Japon (41) + RFA (37). Données de l'IISS de Londres qui publie chaque année *Military Balance*

(5) Le budget des 16 agences de renseignement américain est égal au total du budget de la Défense de la Fédération de Russie

(6) Lors de son audition devant l'Assemblée nationale le 31 mars 2015, le directeur du renseignement militaire (DRM), Christophe Gomart, a relaté comment, au plus fort de la crise en Ukraine en 2014, les Etats-Unis ont, au travers de transferts de renseignement au sein de l'Otan, tenté de faire croire aux Européens que les Russes allaient envahir l'Ukraine de manière imminente. Le 16 avril 2015, le général Skrzypczak, conseiller au ministère polonais de la Défense, s'est entretenu avec le magazine polonais *Gazetta Prawna* et a déclaré ne plus soutenir Kiev à cause d'une loi ukrainienne glorifiant les milices nazies qui massacrèrent 80 000 Polonais en Volhynie et en Galicie pendant la Seconde Guerre mondiale.

(7) Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; la non intervention dans les affaires intérieures d'un Etat, etc.

(8) La char'a constitue le corpus de normes et de règles doctrinales, sociales, culturelles et relationnelles de l'Islam révélées par Mahomet, "dernier Prophète de Dieu".